

Marc Lazar

*La Gauche en Europe
depuis 1945*

*Invariants et mutations
du socialisme européen*



puf

Politique
d'aujourd'hui

L'éclat d'un pouvoir fragilisé: force et faiblesse du leadership socialiste

GERASSIMOS MOSCHONAS

« Les arbres aux racines profondes sont ceux qui montent haut », a écrit Frédéric Mistral. Enracinés dans la jeune classe ouvrière, capables de créer et d'entretenir des identités collectives, ensembles aux rouages multiples et à vie militante intense, structures à armature bureaucratique bien dessinée, les partis ouvriers ont su montrer une surprenante longévité et capacité d'adaptation. Ils se sont construits comme des institutions au sens fort en même temps que comme des institutions fortes. En effet, l'espace socialiste ou social-démocrate, qui se développe dans les vingt-cinq années qui précèdent la Première Guerre mondiale, s'édifie, dans la majorité des cas, comme un grand système d'organisation. Or l'organisation de type bureaucratique a constitué, pour Max Weber, l'« expression institutionnelle paradigmatique » du *fatum* moderne¹. Et les partis socialistes de masse, fondés pour une large part sur le principe de la rationalisation bureaucratique, se sont légitimement posés et imposés comme la figure attestée de la modernité en matière d'organisations politiques. Ils furent le prototype et le spécimen le plus développé d'une nouvelle génération de partis.

Le vrai visage du pouvoir bureaucratique est, selon Roberto Michels, oligarchique : qui dit organisation dit oligarchie. Par sa fameuse « loi d'airain de l'oligarchie », l'auteur, militant social-démocrate en mal de son parti, non dénué de sympathies vis-à-vis du syn-

1. M. Reed, *Organizations and Modernity: Continuity and Discontinuity in Organization Theory*, in J. Hassard et M. Parker, *Postmodernism and Organizations*, Londres, Sage, 1993, p. 166.

dicalisme révolutionnaire cher à Georges Sorel et ses compagnons, et défenseur tardif du fascisme¹, établit une dichotomie profonde entre leaders et masse militante, un fossé, quant à l'influence exercée, entre la minorité oligarchique et la multitude des adhérents. Incompétente, immature, malléable et soumise, cette dernière, par définition et grâce à une structure organisationnelle pyramidale qui, seule, peut susciter l'action politique puissante, est vouée à être guidée par une minorité de chefs – élite et contre-élites – gérant et dirigeant l'organisation et ses divisions. Conçue comme un modèle d'efficacité, étant par sa nature même inégalitaire (puisqu'elle établit une échelle hiérarchique des responsabilités au nom précisément de l'égalité), la bureaucratie s'attribue un rôle institutionnel central et relativement autonome : « de servante, elle devient maîtresse ».

Cependant, le fait bureaucratique ne se prête pas à une lecture univoque. La bureaucratie entretient avec la démocratie des rapports profondément ambivalents². La bureaucratisation est un processus à deux faces, corrélatives et simultanées : elle est, d'une part, « démocratique », car elle établit le primat de la règle abstraite sur le pouvoir des notables et des leaders incontrôlés ; elle est, d'autre part, peu démocratique dans la mesure où elle multiplie les coupures entre la masse des adhérents, les différentes strates de l'élite partisane et le leader. Le mélange et l'échange entre participation et coercition, liberté et contrainte, au sein de la même structure – qu'aucune organisation n'ignore, mais que les grands partis socialistes de masse suscitent sous une forme particulière – marquent le fonctionnement, le décor, les conventions et l'« atmosphère » de l'espace organisé socialiste. L'aller-retour, fortement médiatisé par la bureaucratie, de l'autorité à la liberté et *vice versa*, confère à ce type d'organisation sa spécificité.

En outre, les dysfonctionnements et les « effets pervers » inhérents au modèle bureaucratique (ritualisme et incapacité à s'adapter à des situations nouvelles, dépérissement de l'initiative, coupures entre les bureaucrates et le « public », moyens qui tendent à « dévorer les fins »³, dynamique de la rationalisation qui « assèche peu à peu les sources d'innovation et raréfie le charisme »⁴, etc.) n'ont pas empêché

1. S. Konstantakopoulos, *La classe dirigeante dans la tradition machiavélique*, doctorat d'État, Paris II, 1992.

2. Voir P. Raynaud, *Max Weber et les dilemmes de la raison moderne*, Paris, PUF, 1987, p. 195.

3. *Ibid.*, p. 199, 200.

4. P. Cours-Salies et J.-M. Vincent, Présentation, in R. Michels, *Critique du socialisme*, Paris, Kimé, 1992, p. 27.

les partis socialistes de masse de se rénover et de rester en place, en tant que forces centrales, depuis au moins un siècle. Quel serait le destin de la social-démocratie sans son ossature bureaucratique, sans son fameux « appareil » plus décrié que décrit ? On ne saurait le dire. Faire la sociologie d'une absence relève d'un exercice périlleux. Mais les faits sont têtus et leur réalité incontournable : les social-démocraties se sont constituées comme de fortes organisations sociétales qui ne se sont pas « coupées » du « public », sinon elles n'auraient pas pu demeurer grandes. Elles ont su assurer efficacement, en tant qu'organisations, en dépit – ou peut-être à cause ? – de leur bureaucratisation, la circulation de l'information et des idées, « la circulation du sens », comme dirait, dans un autre contexte, Jean Baudrillard, entre le cercle dirigeant et l'électorat. Elles fonctionnent comme des structures de *réceptivité* et d'*enregistrement* des réactions – et actions – sociétales. Sous cet angle, les grands partis socialistes d'encadrement des masses sont en même temps des partis encadrés par les masses, ces dernières étant source de sensibilisation et de changement pour ceux-là. Ce qu'a exprimé, à sa façon forte et sans doute excessive, le même Roberto Michels : « C'est une funeste et fatale illusion que la croyance que le parti allemand tient les masses : ce sont les masses qui tiennent le parti. »¹

Au sein de l'espace socialiste, leaders et militants n'existent pas séparément. Et la « diabolisation » du leadership qui représente, pour certains, « toute l'étendue du spectre du mal » ne correspond pas à la réalité complexe des organisations politiques. Leaders et militants portent, les uns et les autres, la marque spécifique de leur « terre nourricière » (Norbert Élias) : l'organisation. Partenaires de fait dans un couple non éphémère qui se nourrit de conflits, de concessions, de consensus et, surtout, d'une culture partagée, ils ne forment pas un ensemble intrinsèquement antagoniste. Leaders et militants de base se complètent les uns les autres, se contrôlent réciproquement via des règles et des instances bureaucratiques dont le rôle est, entre autres, de garantir la continuité, d'accomplir un travail d'homogénéisation et d'amortir le choc des divisions. Mais le type de rapport qui lie – et divise – ce couple, sa façon de s'associer et de s'opposer, conséquence contingente de la période historique, influence la vie, le degré d'« intégration », les modes internes de fonctionnement et la capacité politique « externe » de l'organisation socialiste. Ces deux éléments ou « acteurs » n'existent pas en soi, l'un renvoie à l'autre et la manière

1. R. Michels, Les dangers du parti socialiste allemand, *ibid.*, p. 56-57.

particulière de ce « renvoi à » dépend largement du caractère de cette entité collective, tout en le constituant en partie.

Parler du leadership qui se définit par rapport au cadre de l'organisation, qui en est aussi une composante et un attribut, c'est au fond et surtout parler de l'organisation elle-même, de l'évolution du parti politique de masse, de la rationalité qui régit son activité « interne » et « externe ».

Aussi, notre analyse peut être ramenée à trois grandes propositions.

Un certain nombre de phénomènes (le rôle central de la télévision, le recours quasi systématique aux experts, l'emploi de méthodes scientifiques de recherche d'opinion) suscitent et accompagnent le redéploiement des pouvoirs au sein des organisations socialistes qui consacre le renforcement du rôle du leader aux dépens du réseau militant et de la bureaucratie traditionnelle. En outre, le déficit identitaire et compétitif des partis socialistes et sociaux-démocrates actuels ainsi que la distension du lien parti-syndicat contribuent au renforcement du statut symbolique du leadership et élargissent sa liberté d'action. La nouvelle position du leader, la personnalisation accrue du choix électoral et l'affaiblissement des structures d'encadrement traditionnelles ne signifient pourtant pas le dépérissement de la politique-argumentation au profit de la politique-spectacle.

Le leadership socialiste jouit et souffre d'un statut paradoxal. S'il remplit l'espace public avec une ampleur sans précédent, s'il est placé au cœur du dispositif et de l'action partisans, il parvient néanmoins plus péniblement que par le passé à s'installer dans la durée. Le leader socialiste actuel est fort et fragile à la fois. Cependant la fragilisation de sa position par rapport à la première période de l'après-guerre ne s'est pas transformée – ou du moins pas encore – en une grande fragilité. De surcroît, le degré de fragilisation n'est pas indépendant de la structure de l'organisation.

Des facteurs extra- et intra-organisationnels expliquent cette évolution. La « fusion synergique » du déficit de pouvoir, lié à la crise de l'État-nation, et du déficit d'efficacité, lié à la diminution de la marge de manœuvre économique et sociale des politiques social-démocrates, déstabilise la position des leaders socialistes. De plus, la nouvelle identité de l'organisation (fin du parti-communauté, affaiblissement des « stimulants d'identité », perte d'influence de l'élément ouvrier, culture anti-autoritaire) constitue un facteur supplémentaire de fragilisation de la position des « souverains » du socialisme moderne. L'organisation est, en partie, devenue une structure *déstabilisatrice* de son propre leadership.

FACTEURS DE RENFORCEMENT DU LEADERSHIP :
« L'ÉCLAT DU POUVOIR »¹

COMMUNICATION POLITIQUE, ENQUÊTES D'OPINION
ET REDISTRIBUTION DU POUVOIR INTRA-ORGANISATIONNEL

Depuis la fin des années soixante, le rôle central de la télévision, l'emploi quasi systématique des professionnels en communication ainsi que le recours aux méthodes scientifiques de recherche d'opinion tendent progressivement à court-circuiter les « lieux traditionnels de la politique ». La « logique économique de l'offre télévisuelle » (Roland Cayrol), en mettant l'accent sur le leadership et le débat intra-élites et non pas tant, comme aurait dit Max Weber, sur « les médiocrités abstraites d'un programme », contribue à rétrécir, ou mieux, à faire évoluer le champ des partis, voire de la politique. Les formations socialistes et social-démocrates s'adaptent. A travers la rénovation de leurs moyens de communication et de leurs « dispositifs de figuration », dans le but de conjuguer tous les acquis et les possibilités offertes par les nouvelles technologies et méthodes de campagne, le mode d'être traditionnel de ces partis et la distribution du pouvoir interne se trouvent affectés.

Trois de ces changements, présentés de façon « idéal-typique », revêtent une importance particulière. D'abord, au fur et à mesure que l'importance politique de la télévision s'étend, la part du leader dans la campagne électorale se renforce – celui-ci se trouvant projeté au centre du débat public – et celle des structures intermédiaires, telle celle du corps militant, s'affaiblit. Cette nouvelle position du leader, placé plus qu'auparavant au cœur du dispositif et de l'action partisans et remplissant l'espace public avec une ampleur sans précédent, est indépendante de son « charisme », de ses qualités exceptionnelles et de son capital personnel de notoriété.

Il s'ensuit que les principales décisions concernant la campagne électorale sont de plus en plus centralisées. Cette centralisation est d'autant plus probable que le rôle des spécialistes, gravitant autour du leader du parti, devient plus important. L'emploi d'experts aux qualifications multiples (en communication, en études d'opinion,

1. Expression de M. Weber.

scientifiques de toute sorte) se généralise afin de répondre à la demande accrue de spécialisation, de minimiser « la vulnérabilité de l'expérience cognitive, c'est-à-dire du sens de ce qui se passe »¹, vulnérabilité que le repli du militantisme traditionnel et l'affaiblissement des identifications partisans rendent plus grande, et de signifier aux électeurs une certaine identité, marquer, par rapport à ses compétiteurs et à son propre passé, la « modernité » du parti. Dans ce dernier cas, le recours à l'expertise devient une ressource de puissance, partie indirecte de l'« offre électorale ». Cet exercice d'influence, soit sous forme institutionnalisée et reconnue publiquement, soit sous forme officieuse (faire partie de l'« entourage » du leader, décider « dans l'intimité des dominants »²), permet aux experts de peser sur le cours des événements. Or contribuer à pareille tâche, c'est, en quelque sorte, assumer, quoique partiellement, le rôle du *behavioural leadership*³. Certes, cette influence, circonscrite quant à sa thématique, exercée le plus souvent de façon occasionnelle et toujours sous la tutelle de la direction du parti ou de son leader en personne, ne fait pas de ce pouvoir réel le réel pouvoir. Mais elle intervient sur la distribution du pouvoir endo-organisationnel. L'enrôlement, institutionnalisé ou pas, durable ou précaire, des experts au sein – ou aux côtés – des instances de décision partisans est susceptible de réduire l'influence des militants et de la bureaucratie traditionnelle sur la gestion de l'identité idéologique et programmatique du parti. En outre, le recours à l'expertise et, plus généralement, l'accroissement arithmétique du personnel « permanent » qui entoure la direction du parti affaiblissent l'autonomie opérationnelle, notamment en période électorale, des instances intermédiaires et locales qui se trouvent – plus que par le passé – sous la dépendance du « centre ».

Enfin, une campagne électorale moderne qui utilise les ressources d'une communication professionnalisée tend à privilégier le contact « direct » entre leaders et citoyens. Les formes traditionnelles de communication politique fondées sur la capacité de mobilisation que possède le réseau militant du parti s'affaiblissent⁴. « La télévision [pré-

1. E. Goffman, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991, p. 430.

2. M. Offerlé, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1994, p. 137.

3. Sur la notion de « *behavioural leadership* » et, plus généralement, sur les « attributs » du leadership, voir J. Blondel, *Political Leadership, Towards a General Analysis*, Londres, Sage, 1987.

4. Sur le modèle « dialogique » et « propagandiste » de communication politique, voir B. Miège, *La société conquise par la communication*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1989.

sente] maintenant en direct les hommes politiques aux électeurs ; (...) les sondages d'opinion [présentent] (...) directement les électeurs aux hommes politiques, et les traditionnels courtiers de la politique [se dessèchent] sur pied. »¹ L'usage systématique de la télévision, « le plus universel des moyens de campagne », valorise et renforce le rôle du leadership aux dépens de l'organisation et de ses leaders « internes ». L'usage systématique des recherches d'opinion passe outre non seulement l'organisation, mais encore les médias en tant que relais de l'opinion auprès des élites partisans². Il en résulte une diminution de l'importance du tissu militant (qui s'étirole doublement en tant que structure servant à amener à la fois la politique du parti parmi les électeurs et les attentes des électeurs au sein du parti) et des médias au profit du contact direct et sans intermédiaires entre le leader et l'électorat. Les partis socialistes de masse en tant qu'institutions étayées par la puissance syndicale et une forte implantation associative sont moins bien placés qu'auparavant pour faire passer leur « message » par une communication de proximité bâtie sur la présence sur le terrain social.

L'organisation conçue comme réseau étendu, dense et actif cède du terrain. Et avec elle la bureaucratie traditionnelle qui constituait le pilier sur lequel s'édifiaient la cohésion, la solidité et la mobilisation partisans. Un déplacement progressif – et partiel – du centre de gravité organisationnel s'opère du réseau militant et de son épine dorsale, la bureaucratie, véritable pierre de touche de l'édifice, vers le cercle dirigeant, au sein duquel le rôle du leader et des experts semble se renforcer.

Cette évolution, schématiquement exposée³ et dont les prémisses datent de la seconde moitié des années soixante, n'offre pas que des avantages. La définition d'une politique « de loin », grâce au corps de recherche produit par les spécialistes, sans toujours tenir compte de

1. A.-M. Schlesinger, cité in P. Avril, *Essais sur les partis politiques*, Paris, Payot, 1990, p. 81.

2. Voir K. Heidar, *The Norwegian Labour Party : « En attendant l'Europe », in R. Gillespie et W. Paterson, *Rethinking Social Democracy in Western Europe*, Londres, Frank Cass, 1993, p. 74.*

3. Notre analyse reprend en partie les conclusions de G. Moschonas, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994. Sur la professionnalisation, la centralisation et le caractère à forte « intensité de capital » des campagnes électorales modernes, voir S. Bowler, D. Farrell (sous la dir. de), *Electoral Strategies and Political Marketing*, Londres, Macmillan, 1992, et R. Katz, P. Mair (sous la dir. de), *How parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies* Londres Sage 1994

l'expérience militante de terrain, crée des problèmes aussi grands que ceux qu'elle est censée résoudre. L'incapacité des états-majors socialistes d'anticiper l'émergence et la persistance de courants politiques nouveaux, porteurs de valeurs et d'aspirations nouvelles, en est une manifestation. Dans une période d'incertitude « cognitive » accrue, « savoir pour prévoir et prévoir pour pouvoir » devient un impératif stratégique de taille qui ne peut être « confiné » ni au « petit monde » des experts ni à de petits groupes d'activistes, souvent coupés les uns et les autres de la grande masse des adhérents et du « pays profond ». De plus, la sublimation des effets des nouvelles technologies (dont l'efficacité n'est confirmée que très partiellement par les enquêtes de la sociologie de la communication) a souvent pu faire oublier aux dirigeants de gauche l'importance d'un tissu militant actif pour mieux résister à une offre politique concurrente, diversifiée et agressive. Cette dernière par ailleurs devient d'autant plus agressive, et ses effets plus imprévisibles, qu'elle se manifeste prioritairement – quelle ironie ! – sur les scènes locales, loin des studios de télévision, avant de s'imposer sur la scène politique nationale. Les militants par conséquent comptent. Tout d'abord parce qu'ils continuent de jouer un rôle non négligeable dans le processus de décision et de formulation des politiques, surtout quand l'autonomie du leadership est réduite, par exemple dans les cas du Labour britannique et du PvdA hollandais ; et ensuite parce qu'ils contribuent au bon fonctionnement et à l'efficacité électorale de l'organisation ainsi qu'à ses divisions, ses déchirements et sa crise. Ils comptent donc en tant que facteur de nuisance, mais aussi et surtout en tant que facteur de puissance. Le *membership*, pas seulement celui qui est actif mais aussi le passif, est source d'efficacité électorale : les adhérents et sympathisants qui rendent publiques leurs convictions politiques contribuent significativement à la bonne performance de leur parti¹. Or ce qui frappe souvent, c'est le peu de considération accordé à ces militants de base : « Les élections ne sont pas gagnées ou perdues uniquement au niveau national (...). Les partis politiques ignorent le travail de leurs militants locaux à leurs risques et périls électoraux. »²

Tous ces nouveaux phénomènes suscitent et accompagnent le redéploiement des pouvoirs au sein de l'organisation socialiste tout en

1. In S. Scarrow, The « Paradox of Enrolment » : Assessing the Costs and Benefits of Party Memberships, *European Journal of Political Research*, n° 25, 1994.

2. C. Pattie, P. Whiteley, R. Johnston, P. Seyd, Measuring Local Campaign Effects: Labour Party Constituency Campaigning at the 1987 General Election, *Political Studies*, XLII, 1994, p. 479.

contribuant au mélange et à la « permutation des codes » (W. Labov) qui fixent sa mémoire et définissent son identité. Le statut du leadership n'en sort que renforcé. La nature du bien politique « personnalité » dans ce qu'il est convenu d'appeler l'« offre politique » (intra- et interorganisationnelle), le crédit et la « solvabilité » de la personne du leader pèsent aujourd'hui davantage que par le passé au sein du parti-système en même temps qu'au sein du système de partis. Dans le cas de nouveaux partis sans implantation antérieure et sans base électorale de référence, ils pourraient même s'avérer, comme en témoignent certains partis « populistes » de droite, d'extrême droite ou, encore, de gauche, un avantage stratégique incomparable. Au fond, la restructuration des systèmes de communication et l'utilisation, parfois jusqu'à l'outrance, des enquêtes d'opinion ont causé un véritable « tremblement de terre », selon le mot d'Angelo Panebianco, au sein des organisations partisans.

Il suffit d'observer la nature des interventions du leader et des principaux dirigeants du parti, les coups médiatiques dont les experts, l'état-major ou l'intuition tactique du leader organisent la mise en scène et le plan détaillé pour mesurer la distance qui sépare l'organisation socialiste actuelle de l'organisation mode « ancien ».

DÉFICIT IDENTITAIRE, DÉFICIT COMPÉTITIF,
DISTENSION DU LIEN PARTI-SYNDICAT

Mais il n'y a pas que les technologies et méthodes nouvelles de campagne électorale et d'exercice de la politique pour sous-tendre et soutenir le renforcement du statut symbolique du leadership actuel. D'autres facteurs puissants, peut-être aussi visibles que les premiers, peut-être plus enfouis, vont dans le même sens.

Les identifications partisans reculent partout et les valeurs collectives dont les partis de gauche furent un vecteur énergique en même temps qu'une structure les institutionnalisant sont largement dévalorisées. L'« *issue vote* » ou vote sur les enjeux, ainsi que les taux d'instabilité électorale progressent dans tous les pays européens. Les grands projets sociaux ayant perdu leur puissance mobilisatrice et intégratrice, les organisations de gauche ont à vivre, à s'adapter et se développer sur un terrain où les repères traditionnels sont désormais – et depuis déjà quelque temps – en érosion constante. Le plus grand défi que l'environnement puisse adresser à un parti, socialiste et social-démocrate en l'occurrence, est la mise en cause des attributs qui

définissent sa spécificité et, parmi eux, de sa classe gardée et de son espace gardé (politique et idéologique). La stabilité d'un parti dépend moins de sa capacité électorale que de sa capacité à défendre son territoire « identitaire ». Si l'électorat « gardé » du parti n'est pas bien protégé, c'est l'identité du parti, plus que sa performance électorale, qui est mise en cause¹. Or, dans la période actuelle où l'identité social-démocrate subit les contrecoups des grandes transformations économiques, sociales et culturelles du capitalisme avancé, où le vote d'opinion augmente et le vote d'appartenance diminue, dans ce monde privé du privilège des certitudes, le rôle des leaders, en tant que liens essentiels et parfois irremplaçables entre l'organisation et l'électorat, se trouve revalorisé. Le leader à fort capital de notoriété semble devenir un palliatif au déficit identitaire.

Aujourd'hui, la maîtrise par les socialistes de leur espace « réservé » (social, culturel, politique) est moindre, de même que leur capacité à anticiper le jeu de leurs concurrents (anticipation fondée précisément sur le fait que ces derniers eux aussi maîtrisaient bien leur propre territoire). La concurrence partisane, qui n'est censée offrir qu'un nombre restreint d'alternatives politiques (oligopole), devient ainsi plus « ouverte ». Les tensions de l'action, le flot des « affrontements » et des « duels », la séquence des épisodes², bref le contexte de la compétition est plus complexe, ce qui influence le comportement des acteurs, modifie leurs calculs et bouscule leurs buts. Dans ce cadre, où la pression concurrentielle monte, où les partis socialistes ont à répondre aux tirs croisés des compétiteurs, anciens et nouveaux, de gauche comme de droite, l'élargissement de la marge de manœuvre du leader devient une « arme » politique importante, quoiqu'à double tranchant. L'accroissement de l'autonomie du leadership facilite la capacité d'adaptation et d'innovation « par le haut »³ et par voie de conséquence la capacité compétitive des socialistes. Un leader plus libre peut « fonctionner » – mais il ne le fait pas toujours – comme palliatif au déficit compétitif.

L'expérience socialiste et social-démocrate plus que centenaire – et les formes organisationnelles qu'elle a créées – n'est pas concevable sans le lien parti-syndicat. Dans presque tous les cas, en combinons

1. Voir A. Panebianco, *Political Parties, Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

2. Sur la distinction entre affrontement, duel et épisode, voir F. G. Bailey, *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 1971.

3. H. Kitschelt, *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 213.

et variantes très diverses, la présence syndicale (ou, encore, sa « présence par l'absence », quand on a une double constitution du mouvement d'origine ouvrière, fondée sur l'indépendance pratique et réciproquement revendiquée du parti et du syndicat) sous-tend la construction partisane et concourt à déterminer ses contours et, parfois, son sens intrinsèque. Cette articulation fut décisive et conféra – sociologiquement, organisationnellement et électoralement – dynamique, puissance et efficacité aux partis de type social-démocrate. Par un jeu subtil et parfois conflictuel d'influences réciproques, le syndicat pesait sur l'équilibre politique et idéologique et sur les luttes de pouvoir internes de l'organisation social-démocrate. Or aujourd'hui, ce lien qui, plus qu'un lien de parenté et de sang, est un lien intéressé, fondé sur le calcul et l'échange, se relâche. Ce n'est certes pas la « guerre des roses » (D. Apter), mais le rapport des deux composantes historiques fondamentales du mouvement ouvrier change. L'imbrication des intérêts n'étant plus aussi étroite, partout se produit une distension croissante des attaches unissant partis socialistes et syndicats. Celle-ci concerne aussi bien les relations organisationnelles-institutionnelles (le lien en tant que « pénétration réciproque ») que l'« échange politique » (le lien en tant que partenariat, lequel trouve son expression la plus achevée dans le phénomène néo-corporatiste).

En outre, le déplacement pendant les années quatre-vingt « du centre de gravité des systèmes de relations économiques et industrielles du management macro-économique au micro-niveau de l'entreprise »¹ libère en un sens les partis des syndicats et *vice versa*. Le « désinvestissement du champ politique par les syndicats », selon la formule de Patrick Hassenteufel, est la conséquence logique de cette évolution. Or, tant que les syndicats étaient des partenaires à part entière dans la démarche social-démocrate, tant qu'ils se sentaient capables, voire obligés, de contribuer à la formulation des programmes et de les défendre, le parti et son leader étaient plus et mieux « surveillés » qu'aujourd'hui. Au contraire, à partir du moment où le syndicat, actuellement plus affaibli et divisé qu'auparavant, renonce à « s'identifier » au parti et le parti au syndicat, du moment où le lien est distendu, sans toutefois être rompu, l'espace de liberté du parti, et *a fortiori* du leader qui s'impose en son sein, s'élargit.

1. M. Regini, Introduction : The Past and Future of Social Studies of Labour Movements, in M. Regini (sous la dir. de), *The Future of Labour Movements*, Londres, Sage, 1992, p. 7.

POLITIQUE DU SPECTACLE ?

Croire cependant, comme c'est souvent le cas, que l'affaiblissement croissant des structures d'encadrement traditionnelles et la personnalisation accrue du choix électoral mènent à la politique du spectacle, de la publicité et du « paraître » est profondément trompeur. Si les électeurs d'aujourd'hui se distinguent par un moindre attachement aux partis, ils sont plus instruits et mieux informés qu'auparavant, plus attentifs aux enjeux et au déroulement de la campagne et savent mieux décoder les événements. Leurs jugements sur les candidats, les partis et les enjeux « paraissent plus structurés et plus cohérents »¹, signe d'une lucidité et d'une compétence politique plus élevées. En effet, le processus de « mobilisation cognitive » produit des électorats plus sophistiqués et le changement qui affecte la structure des professions semble encourager une augmentation de la politisation². Les options politiques du parti et de son candidat conditionnent pour une large part le ralliement et la fidélité des citoyens, notamment dans les pays à régime parlementaire où les acteurs « collectifs » (institutions, partis) comptent davantage que les acteurs « individuels »³. « Les électeurs (...) en réalité écoutent – et réagissent à – ce que les candidats disent. »⁴ La personnalisation des campagnes électorales et l'impact renforcé du leadership ne signifient point le dépérissement de la politique. L'appréciation portée sur le leader dépend de son « équation personnelle », de sa compétence et de sa « capacité de réponse » aux préoccupations de l'électorat. Le leader efficace n'est pas celui qui distille le mieux les « petites phrases », ni celui qui détient le « pouvoir esthétique et émotif de la parole », comme l'avancé R. Michels, mais celui qui maîtrise le mieux, pour emprunter à un autre contexte une expression de Roland Barthes, « le code dont il partage l'usage avec les auditeurs »-électeurs. C'est plutôt ce « code » qui définit le « pouvoir

1. N. Mayer, P. Perrineau, *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 64.

2. R. Inglehart, *La transition culturelle*, Paris, Économica, 1993.

3. Le cas de l'Allemagne est, de ce point de vue, exemplaire : voir M. Kaase, Is there Personalization in Politics? Candidates and Voting Behavior in Germany, in *International Political Science Review*, vol. 15, n° 3, 1994.

4. P. R. Schrott, D. J. Lanque, How to win a Televised Debate: Candidate Strategies and Voter Response in Germany, 1972-1987, *British Journal of Political Science*, n° 22, juillet 1992, p. 467.

esthétique et émotif de sa parole » et non l'inverse. Ce n'est donc pas l'« image » au sens télévisuel du mot, mais l'image au sens de *vague policy package* dont parle Giovanni Sartori¹, qui détermine la capacité d'attraction d'un leader. L'électorat fait son choix en fonction sans doute de la perception des qualités personnelles du leader-candidat et de sa capacité de réponse aux thèmes « saillants » de la conjoncture. Mais cette dernière capacité n'est point indépendante de l'aptitude du leader à représenter un parti, son parti, une politique et surtout un clivage. « Pour la majorité des électeurs les enjeux représentent un choix entre deux "bords" [...] et les partis arrivent au succès en signalant clairement de quel bord ils se rangent. »² Il n'y a donc aucune sorte de « magie périlleuse » du leadership³. S'obstiner à réduire à la dimension « spectacle » la prestation du leader, c'est chercher derrière sa compétence une clef qui est partie intégrante de sa compétence, c'est-à-dire son aptitude, dans le nouveau paysage médiatique, à associer le « contenu » à la « forme », l'exprimé à l'expression. Et la publicité politique est certes et surtout le marketing, mais aussi la parole publique, « l'usage public de la raison », selon l'expression de Kant⁴. Certainement, comme l'a souligné à juste titre Alain Lancelot, « une élection n'est qu'accessoirement le choix d'un programme »⁵, et la supériorité d'un candidat sur ses concurrents contribue à accroître de manière significative les chances électorales d'un parti. Tout montre pourtant que l'image du leader-candidat demeure, dans les systèmes où les partis exercent une influence décisive, une composante secondaire, quoique plus importante que par le passé, de la puissance partisane ; par contre, dans les systèmes où le président de la République constitue la clé de voûte des institutions et où l'élection présidentielle forme la pièce maîtresse

1. G. Sartori, *Parties and Party Systems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, p. 329.

2. O. Lijthaug, S.-E. MacDonald, G. Rabinowitz, *Ideology and Party Support in Comparative Perspective*, *European Journal of Political Research*, n° 25, 1994. Ceci explique par ailleurs la faiblesse des partis du Centre ainsi que la faiblesse de l'« idéologie du Centre », si bien évidemment une telle idéologie existe (*ibid.*, p. 144).

3. Ce que soutiennent, en analysant la situation américaine, G. A. Astre et P. Lépinasse, *La démocratie contrariée, Lobbies et jeux du pouvoir aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 1985, p. 45.

4. Cité par J.-M. Ferry, Pour une justice politique dans l'État social, in *L'Action politique aujourd'hui*, Colloque, Paris, Éd. de l'Association freudienne internationale, 1994, p. 71.

5. A. Lancelot (sous la dir. de), *1981 : les élections de l'alternance*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, p. 21.

du dispositif en structurant dans une large mesure l'ensemble de la vie politique, le leader d'un parti est – ou peut s'avérer – un facteur « critique » dans le rapport de forces. Comparé aux modèles « dialogique » ou « propagandiste » de la communication politique, son rôle se trouve renforcé et la mise en scène « pertinente » de ses idées et de sa personne substantiellement modifiée. La « théâtralisation » de la politique se professionnalise et la « propagande par l'image » tend à remplacer la « propagande par l'imprimé » (M. Ostrogorski). Mais la nécessité de se « mettre en scène » d'une manière ou d'une autre, et là la manière compte, est une pratique « d'une ancienneté extraordinaire » (Jean-Louis Missika). Aucune offre politique ou « offre de leadership » ne peut s'en passer. La télévision change le contexte bien particulier et les formes du jeu politique, mais pas son essence.

De toute façon, tout leader efficace appartient au patrimoine institutionnel et culturel de son organisation qui lui confère son environnement naturel. Et quelle que soit l'importance de son statut actuel, il n'est pas le seul – du moins dans la majorité des cas – détenteur du pouvoir endo-organisationnel. Il a toujours à gérer à la fois sa relation avec l'organisation et sa liberté envers elle, cette gestion représentant un test important pour sa compétence et son autorité¹. Son « rôle », pour employer un terme fort ambigu, est composé d'impératifs divers et comporte de multiples facettes. Le leader donc n'est pas seul et surtout n'est pas libre. Il est partie du parti et de ses structures ; l'évaluation et l'évolution de son « rôle » relèvent aussi de l'évaluation et de l'évolution de ces dernières. Si aujourd'hui il est plus visible et paraît plus fort, il n'a pas pour autant les coudées franches. Parfois joueur lui aussi, il ne se comporte pas comme le joueur de Dostoïevski, attiré de façon irrésistible par la roulette.

FRAGILISATION DU LEADERSHIP SOCIALISTE

FRAGILITÉ OU FRAGILISATION ?

L'« éclat du pouvoir », qui provient de ce que le leader se met actuellement au premier plan, crée-t-il ou correspond-il à un pouvoir

1. J. Gaffney, *The Language of Political Leadership in Contemporary Britain*, Londres, Macmillan, p. 13.

plus solide et durable ? Rien n'est moins sûr. Le leader socialiste actuel jouit et souffre d'un statut paradoxal. S'il profite d'une couverture médiatique exhaustive, s'il fait souvent – ou semble faire – de plus en plus cavalier seul, il parvient néanmoins plus péniblement que par le passé à s'installer dans la durée. Les données des tableaux I et II prêtent difficilement à équivoque.

La lecture de ces données fait ressortir un phénomène dont la compréhension est fondamentale pour apprécier à sa juste valeur l'évolu-

TABLEAU II. — *Partis socialistes et leaders 1945-1995 : durée moyenne**

	<i>Période</i>	<i>Nombre d'années</i>	<i>Nombre de leaders</i>	<i>Durée moyenne</i>
DNA	1945-1975	30	2	15
	1975-1995	20	3	8,5 (2)
Labour britannique	1945-1976	31	3	10,3
	1976-1995	19	5	4,5 (4)
Labour irlandais	1945-1977	32	2	16
	1977-1995	18	3	2,5 (2)
SAP	1946-1986	40	2	20
	1986-1995	9	1	
SPÖ	1945-1983	38	3	12,7
	1983-1995	12	2	4 (1)
SPD	1946-1987	41	3	13,7
	1987-1995	8	4	2,7 (3)
SD	1946-1972	26	4	6,5
	1972-1995	23	4	6,7 (3)
SFIO/PS	1946-1971	25	2	12,5
	1971-1995	24	7	4 (6)
PSP	1974-1995	21	4	6 (3)
PASOK	1974-1995	21	1	
PSOE	1974-1995	21	1	

* Pour établir la durée moyenne, nous n'avons bien évidemment pas tenu compte de la tenue du leader en exercice (le chiffre entre parenthèses indique le nombre de leaders qui est la base de nos calculs). La complexité des situations qui amènent au remplacement d'un leader (par exemple : mort ou maladie) fait que la *durée moyenne* n'a de valeur qu'*indicative*.

tion du statut du leadership des partis socialistes : dans la longue période (1945-1995), et en dépit de la nouvelle « centralité » du leader dans le dispositif partisan et le débat public, la position du leadership socialiste est en voie de déstabilisation. L'image d'ensemble est très nette, ne permet aucune hésitation interprétative, mais doit cependant être affinée.

La durée dont bénéficient les leaders depuis les années soixante-dix est bien plus courte et leur pouvoir bien plus éphémère que celui de la première période de l'après-guerre. La tendance est générale (à l'exception significative du SAP et de la SD) sans être uniforme et laisse clairement émerger le portrait d'un leadership plus fragile.

Les leaders socialistes ne battent plus de records de longévité à la tête de leur parti, comme ce fut le cas de Erlander en Suède, Gerhardsen en Norvège, Norton et Corish en Irlande, Mollet en France ou, dans une moindre mesure, Wilson en Grande-Bretagne, Schärff en Autriche ou Buset (1945-1959) en Belgique¹. Les temps se montrent moins cléments envers les « souverains » du socialisme actuel et mettent à l'épreuve la durée de leur règne. Les leaders socialistes sont aujourd'hui plus vulnérables qu'auparavant.

Néanmoins, il convient de nuancer la portée de cette vulnérabilité. Les cas de G. H. Brundtland (DNA), I. Carlsson (SAP), F. Vranitsky (SPÖ), A. Jorgenson (SD danoise), D. Spring (Parti travailliste irlandais), G. Spitaels (PSB) et même de N. Kinnock (Parti travailliste britannique) montrent que la grande fragilisation par rapport à la première période de l'après-guerre ne s'est pas transformée – ou du moins pas encore – en une grande fragilité. Le changement est important ; il est plutôt de degré que de nature.

Ceci est d'ailleurs confirmé par l'extraordinaire durée des deux grands « seigneurs » du socialisme européen des années soixante-dix et quatre-vingt : Bruno Kreisky (1967-1983) et Olof Palme (1969-1986). Le rôle exceptionnel joué par ces derniers tant sur la scène nationale qu'internationale donna à la politique de leurs partis respectifs, et notamment du SPÖ, un tour plus personnalisé (« Kreisky, qui d'autre ? » fut le slogan du parti pour la campagne électorale

1. La même tendance à la fragilisation est perceptible depuis le début des années soixante-dix au sein du Parti socialiste belge. Cependant la division en 1978 du parti selon le clivage linguistique en Parti socialiste (PS) et Socialistische partij (SP) ne permet pas une comparaison rigoureuse avec la première période de l'après-guerre. La prudence doit donc être de mise. Sur la tenue des leaders socialistes en Belgique, voir de L. Winter, *The Selection of Party Presidents in Belgium*, *EJPR*, n° 3, octobre 1993, p. 235.

de 1975)¹. On peut certes se demander si le fait de se situer à cheval sur les deux périodes schématiquement distinguées et comparées ici (avant et après les années soixante-dix, décennie des deux grands chocs pétroliers) est dû à leur remarquable capacité de longévité ou si, au contraire, cette longévité est due au fait précisément qu'ils chevauchent les deux conjonctures, le capital de confiance accumulé avant la crise leur permettant de mieux résister pendant l'époque des « vaches maigres ». Quoi qu'il en soit, il y a eu en Autriche et en Suède une conjonction forte et rare qui fut plus favorable qu'ailleurs au leadership socialiste : la présence à la tête des deux partis de personnalités éminentes ; la constitution spécifique des social-démocraties autrichienne et suédoise et le contexte national propice à la concertation entre partenaires sociaux qui ont permis au SPÖ et au SAP d'obtenir des résultats économiques plus satisfaisants que dans d'autres pays, notamment en matière de chômage et d'inflation² ; la structure organisationnelle des partis en question, partis que l'on pourrait qualifier de « roche dure » (Jean Bourgeois-Pichet) au sein de la famille socialiste européenne – par référence à leur forte cohésion interne, leur stabilité et leur résistance à entrer – du moins jusqu'à une période récente – dans la dynamique de la « démassification » et des luttes fratricides.

Le cas de Willy Brandt, la troisième figure emblématique du socialisme international de cette période, est assez différent. Certes, le chancelier de l'*Ostpolitik* (1969-1974) a su assurer la direction du parti socialiste le plus ancien d'Europe pendant une très longue période (1964-1987), mais en laissant, et en partie parce qu'il a laissé, à Helmut Schmidt la direction du gouvernement SPD-FDP (1974-1982). Cette division subtile des tâches, conduisant les deux personnalités principales du socialisme allemand à se réserver deux rôles différents, a sans doute permis à Willy Brandt de rester à l'abri de l'usure du pouvoir qui fut fatale pour d'autres leaders sociaux-démocrates.

1. A. Bergounioux, B. Manin, *Le régime social-démocrate*, Paris, PUF, 1989, p. 107.

2. *Ibid.* Voir aussi : D. Sainsbury, *Swedish Social Democracy in Transition : The Party's Record in the 1980's and the Challenge of the 1990's* et O. Ruin, *Three Swedish Prime Ministers : Tage Erlander, Olof Palme and Ingvar Carlsson*, in *West European Politics*, n° 3, juillet 1991. Sur le modèle autrichien, voir, entre autres, le numéro spécial de *West European Politics*, n° 1, janvier 1992.

FRAGILISATION ET « SYSTÈME ORGANISATIONNEL »

La fragilisation du leadership socialiste, qui se cristallise très nettement pendant les années difficiles de la crise économique, reflète et « condense » pour une large part l'érosion structurelle de l'hégémonie social-démocrate au sein des sociétés européennes. Toutefois cette fragilisation ou vulnérabilité ne constitue pas une tendance uniforme, les tableaux I et II faisant apparaître des différences significatives selon le parti considéré. Le leadership des partis qui se distinguent par la plus ou moins grande densité de leur réseau organisationnel (densité très grande : SAP, SPÖ ; densité moyenne : DNA, PSB, SD)¹, par un degré de bureaucratisation élevé (SAP, SPÖ, PSB) et une autonomie du leader plutôt grande (SAP, DNA, PSB) ou relativement grande (SPÖ) résiste mieux, tout en se fragilisant, à la pression du temps. Par contre, le mouvement de fragilisation est nettement plus accusé pour les partis à réseau organisationnel faible (Parti travailliste britannique, PS français), ou plutôt faible (SPD), à structure bureaucratique exiguë (Parti travailliste britannique, PS français, PSP) ou affaiblie (SPD) et à autonomie du leader moins grande (Parti travailliste britannique, SPD de la dernière période², PS français après Mitterrand). Certes, les revers électoraux successifs des sociaux-démocrates d'outre-Rhin et des travaillistes d'outre-Manche ainsi que des socialistes de l'Hexagone après 1988 ont très largement contribué à la forte déstabilisation de leur leadership. Mais la période 1973-1995 enregistre aussi un affaiblissement électoral significatif et, dans certains cas, des défaites très sévères pour la plupart des formations du premier groupe, sans que cela entraîne une déstabilisation excessive de leur leadership. La fragilisation différenciée des leaders socialistes semble être liée tout autant à la fragilisation électorale différenciée des partis nationaux qu'à la variation de leurs structures organisa-

1. Sur la densité du réseau militant, indiquée par le degré d'encadrement de l'électorat socialiste (taux d'adhésion = rapport entre le nombre d'électeurs socialistes et celui des adhérents), voir G. Moschonas, *La social-démocratie...*, *op. cit.*, tableau I, p. 33. Pour une approche différente mais complémentaire, voir la contribution de Gerrit Voerman, « Le paradis perdu », dans ce volume.

2. Voir S. Padgett, W. Paterson, *Germany : Stagnation of the Left*, in P. Anderson et P. Camiller (sous la dir. de), *Mapping the West European Left*, Londres, Verso-NLR, 1994. Pour une approche comparée de la position du leader travailliste et conservateur en Grande-Bretagne, voir G. Caravale, *Leader e sistema di partito in Gran Britannia*, *Politico*, n° 4, 1993, et J. Gaffney, *op. cit.*

tionnelles. La déstabilisation du leadership actuel n'est pas confinée à un type de « système organisationnel », bien qu'elle ne soit pas la même selon le type de « système ».

Si la déstabilisation n'est pas confinée à un type de « système organisationnel », la stabilité non plus. Des formations à structures organisationnelles très différentes, comme le SAP, le SPÖ, le PASOK ou le PSOE présentent un leadership relativement stable (SPÖ) ou très stable (PSOE, PASOK, SAP). Cette similitude sur fond de contrastes, à première vue assez curieuse, mérite de s'y attarder.

Les partis jouissant de la plus grande autonomie de leadership de la famille socialiste sont ceux de l'Europe du Sud (PASOK, PSOE, PS français, PSI) au sein desquels le rôle de leurs leaders, et pères (re)fondateurs, est capital. Cette grande autonomie du leadership, qui permet une grande souplesse tactique et stratégique, est sans doute liée, entre autres facteurs, à la « scène primitive » de ces partis, à la conjoncture de leur constitution ou reconstitution, pendant laquelle la position du leader fut centrale¹. Les leaders se sont imposés comme véritables centres de pouvoir autonomes : leur statut est plutôt celui de *primus solus* que de *primus inter pares*².

L'organisation des socialistes grecs des années soixante-dix et de la première moitié de la décennie suivante diffère des formations de type social-démocrate par son caractère interclassiste, la faiblesse de son lien avec le monde syndical, l'absence d'un profil « cohérent », son penchant clientélaire, ses accents nationalistes, le pouvoir extraordinairement personnalisé d'A. Papandreou et la faiblesse consécutive du parti-appareil. Le PASOK constitue un parti à part dans la famille socialiste/social-démocrate européenne. Cependant, son passage au pouvoir, au lieu de contribuer à l'affaiblissement de ses appuis populaires qui fut constaté après 1973 dans la plupart des pays à gouvernement socialiste, a renforcé son ancrage social. Il sera ainsi en mesure de créer une organisation originale faite d'éléments appartenant à des « rationalités » différentes de construction partisane : d'une part, une structure de masse relativement bien implantée (notamment depuis la fin des années quatre-vingt et le grand déclin de la gauche communiste) en milieu populaire et syndical qui entretient – et s'alimente par – un vaste réseau clientélaire ; d'autre part, une structure fortement personnalisée et centraliste qui rend caduc un fonctionnement institutionnalisé de type bureaucratique, avec toute l'ambiva-

1. Voir l'analyse de Gérard Grunberg dans ce volume.

2. C. Botopoulos, *Les socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Bruxelles, Bruylant, 1993, p. 230.

lence « démocratique » et « oligarchique » que ce dernier comporte. La dimension structure de masse clientélaire est un facteur de stabilisation et de meilleure insertion du parti dans le champ politique et social. La dimension centralisation intensément personnalisée est un facteur de fragilisation potentielle importante.

Le PSOE, formation aux performances électorales remarquables qui depuis 1982 « défie la loi de la pesanteur électorale »¹, est marqué, après la neutralisation de l'influence de la base militante (fin des années soixante-dix), par la centralité de son leader charismatique. Aucune autre personnalité politique en Europe de l'Ouest, après le général de Gaulle, n'a pu dominer si complètement la vie politique de son pays que Felipe Gonzáles². La structuration pourtant du PSOE, qui est au sein des « socialismes du Sud » le moins éloigné du modèle social-démocrate, n'a pas fait, à la différence d'A. Papandreou, de ce règne exceptionnel un règne sans partage.

Pendant les années quatre-vingt, une certaine « dyarchie », Felipe Gonzáles représentant le « parti-pouvoir » et Alfonso Guerra le « parti-organisation », a assuré une marge, au demeurant très réduite, de pluralisme partisan interne. De surcroît, la plus grande décentralisation du système de partis espagnol permet à certains leaders régionaux (lesdits « barons ») de revendiquer un espace de pouvoir à eux. L'arène régionale est un site de conflit important au sein du PSOE aux dépens aussi bien du « centre », qui de toute façon est l'instance critique d'exercice du pouvoir, que du « local »³.

Certes le PSOE qui, depuis la seconde moitié des années quatre-vingt, a su renforcer considérablement son organisation – en s'appuyant largement sur des pratiques clientélares – est mieux ancré dans la société que dans les années soixante-dix. Mais la cohésion de son organisation pendant les dernières années est profondément affectée par l'apparition de fortes dissensions internes qui entament le crédit du parti dans l'opinion. En outre, des scandales financiers successifs érodent son hégémonie dans la société espagnole. Son avenir, ainsi

1. P. Camiller, *Spain: The Survival of Socialism?*, in P. Anderson et P. Camiller, *op. cit.*, p. 259.

2. *Ibid.*, p. 260.

3. Voir R. Gillespie, « Programa 2000 » : The Appearance and Reality of Socialist Renewal in Spain, in R. Gillespie, W. Paterson, *op. cit.*, et du même, *The Resurgence of Factionalism in the Spanish Socialist Workers' Party*, in D. Bell et E. Shaw (sous la dir. de), *Conflicts and Cohesion in Western European Social Democratic Parties*, Londres-New York, Pinter, 1994.

que l'avenir de son leadership après F. Gonzáles, apparaît incertain, comme dans le cas du PASOK.

Les organisations du SAP et du SPÖ sont des ensembles vastes et complexes, de grandes organisations d'adhérents possédant un pouvoir remarquable de mobilisation et d'orientation de leur base sociale. Le développement d'une bureaucratie bien dessinée et politiquement cohérente, comportant sans doute l'issue d'une domination « oligarchique » du cercle dirigeant sur l'organisation, a considérablement contribué à l'efficacité et la solidité de ces partis. La politique interne du SAP et du SPÖ est marquée par un consensus remarquable, en dépit de l'affirmation récente d'un secteur « libertaire de gauche » au sein du premier, et d'une certaine décentralisation du pouvoir, depuis Kreisky, au sein du second¹. Leur caractère de masse ainsi que le rôle important des leaders internes et des permanents ne rendent pas ces partis perméables à l'« entrisme », à tous les sens du terme, des militants à idéologie « iconoclaste ». Ceci les différencie fortement des formations comme le Labour britannique, le PvdA ou encore le SPD des années soixante-dix où un nombre réduit de militants nouveaux – une petite « armée d'opérette » – peut faire basculer politiquement un grand nombre de sections locales ou sectorielles². De surcroît, les possibilités accrues de carrière pour les élites (dans l'organisation ou dans l'État) affaiblissent le potentiel de dissidence au sein du parti et rendent difficile la formation de contre-élites capables de défier le leadership³. La stabilité remarquable du leadership des partis en question est donc liée aussi bien aux bonnes performances électorales d'ensemble des socialistes suédois et autrichiens qu'à la forte cohésion de l'organisation, sans pour autant sous-estimer le poids des personnalités importantes, telles qu'O. Palme, B. Kreisky ou F. Vranetsky. La défaite très sévère des sociaux-démocrates suédois en 1991, qui ont réalisé leur score électoral le plus bas depuis 1928, n'a point conduit à la mise en cause de I. Carlsson. Le « système organisationnel » de ces partis fonctionne comme une structure stabilisatrice de leur leadership.

Le secret de la longue durée de F. Gonzáles et d'A. Papandreou,

1. Voir H. Kitschelt, Austrian and Swedish Social Democrats in Crisis, Party Strategy and Organization in Corporatist Regimes, *Comparative Political Studies*, n° 1, avril 1994, et J. Pontusson, Sweden: After the Golden Age, in P. Anderson, P. Camiller, *op. cit.*, p. 50.

2. H. Kitschelt, *art. cit.* L'expression petite « armée d'opérette » vient de R. McKenzie, cité in P. Avril, *op. cit.*

3. W. C. Muller, D. M. Meth-Cohn, *art. cit.*, p. 57.

mais aussi de F. Mitterrand, B. Craxi et, dans une bien moindre mesure, de M. Soares réside dans leur prestige personnel et leur capacité, maintes fois confirmée, de gagner les élections. Ce n'est pas comme dans le SAP ou le SPÖ la structure d'une organisation de masse à forte cohésion et à forte discipline qui détermine leur durée à la tête de leurs partis respectifs, mais cette durée qui apporte cohésion et discipline. Or, la forte stabilité du leadership, si elle n'est pas fondée sur le substrat d'une organisation stable, institutionnalisée et bien ancrée dans la société, peut se transformer en son contraire, en une instabilité très forte. La fragilisation du leadership du PS français, notamment après 1988, et du PSP après M. Soares apporte une indication précieuse dans cette direction. On pourrait aussi ajouter que les bonnes performances électorales des partis du Sud, dues en partie au charisme de leur leadership, se sont avérées à double tranchant. L'évolution électorale du PSI et du PS français (après 1988), partis très intimement liés à leurs leaders – dans le cas du PSI jusqu'à la mort politique –, peut servir de témoin idéal à l'idée qu'il n'y a pas d'opposition tranchée entre la grande efficacité et l'inefficacité très grande. Le gain en efficacité électorale, dû au charisme et à la forte autonomie tactique et stratégique du leadership, peut être accompagné par une « perte en solidité » ou par un « excédent » en fragilité, très substantiels¹. Ainsi, le PSOE et le PASOK qui s'enorgueillissent de leur puissance sont en proie à des doutes et des divisions.

En effet, là où l'autonomie du leader est très grande, la bureaucratie faible et les militants soumis ou (et) en petit nombre, le parti est plus souple, a des « réflexes » plus rapides, s'adapte mieux à l'imprévu et aux nouveaux enjeux. Mais il lui manque souvent un principe stabilisateur et un ancrage profond. Les partis du Sud, comparés aux grandes social-démocraties du centre et du nord de l'Europe, sont dénués de densité, d'épaisseur ; ils sont privés, en quelque sorte, du sens du destin péniblement et obstinément tracé, de la lenteur de la solidité. Les socialistes espagnols et grecs – surtout les grecs – ont peur de l'avenir. Peut-être à tort. Mais la « routinisation du charisme » est toujours un défi, jamais un acquis. Si le fondement de la stabilité du leadership – sinon de l'organisation tout entière – est le « charisme » du leader en exercice, ce type de stabilité contient en germe l'instabilité. Le « fond du fondement » est fragile.

1. Sur les raisons de la vulnérabilité du socialisme français, voir, entre autres, G. Moschonas, *La gauche française (1972-1988) à la lumière du paradigme social-démocrate. partis de coalition et coalitions de partis dans la compétition électorale*, doctorat d'État, Paris II, 1990.

FACTEURS DE FRAGILISATION DU LEADERSHIP :
 « LA TERRE BOUGE,
 ELLE NE M'INSPIRE AUCUNE CONFIANCE »¹

FACTEURS EXTRA-ORGANISATIONNELS

Le déficit d'efficacité électorale

L'archétype de la politique « rationnelle », fondé sur la prévalence de la quête pour votes (les partis, à l'image d'une firme économique qui cherche à maximiser ses profits, modifient leur profil politique et idéologique en vue d'obtenir le maximum de suffrages et d'accéder au pouvoir), sous-estime largement la complexité des contextes de compétition et, plus particulièrement, la complexité du comportement des grandes « organisations de militants » qu'ont historiquement été les partis socialistes et sociaux-démocrates. Il n'en reste pas moins que l'adhésion totale au parlementarisme et à l'« électoralisme » est graduellement devenue un principe constitutif central de la physionomie socialiste, ce qui influence la conduite « compétitive » des partis en question et, par voie de conséquence, les critères de sélection de leur leader. Le leadership « idéal » est celui qui est capable d'associer l'impératif de maximisation des votes dans l'arène électorale et celui de maximisation du soutien, et donc de la cohésion, dans l'arène interne du parti². Mais cette combinaison idéale s'avère difficile à réaliser dans la mesure où le leader le plus à même de gagner sur le plan électoral est souvent – dans une période de discrédit renforcé des appareils partisans – le moins identifié à l'organisation et aux jeux endo-organisationnels. En cas de conflit, latent ou ouvert, entre ces deux impératifs, qui sont en même temps des attributs du leadership efficace, le critère d'ordre « performatif », de rendement électoral, tend à devenir – mais pas toujours – primordial.

Depuis la seconde moitié des années soixante-dix, la « panne » de l'équation keynésienne, porte-drapeau des formations socialistes et social-démocrates pendant la période de la forte expansion écono-

1. Expression citée in C. Lasch, *Le complexe de Narcisse*, Paris, Robert Laffont, 1981, p. 43.

2. W. C. Muller, D. M. Meth-Cohn, *art. cit.*, p. 59.

mique (les « Trente Glorieuses »), et la crise de financement, de gestion et de légitimation de l'État-providence, le plus beau fleuron d'une social-démocratie culturellement forte et électoralement conquérante, ont privé la gauche « réformiste » d'une stratégie économique et sociale politiquement plausible, c'est-à-dire à la fois clairement distincte de celle de leurs adversaires et électoralement efficace. Ce qui est aujourd'hui perçu comme un échec sur le terrain décisif de la politique économique et sociale fait perdre à la social-démocratie une partie de sa raison d'être et de sa spécificité. Avec sa spécificité la social-démocratie a peut-être perdu, comme dirait H. Daalder, « sa vertu »¹, mais en même temps plus que sa vertu : son efficacité électorale².

Or, au sein de partis où la quête de la performance électorale prédomine, les leaders risquent d'être forts pour autant et pour autant seulement qu'ils sont performants. D'où leur précarité actuelle, par ailleurs inhérente à la notion et à la fonction de « palliatif » compétitif déjà évoquée. Dans un parti « électoraliste », celui qui est élu au nom de l'efficacité sera remplacé au nom de l'efficacité. « Celui qui tire l'épée périra par l'épée », telle est la loi de la « preuve » par la performance.

Le déficit de pouvoir

Qui s'affiche ne détient pas toujours le pouvoir et qui détient le pouvoir n'est pas toujours le plus fort. Derrière les feux de la rampe, des transformations profondes contribuent à l'affaiblissement du rôle de leadership.

L'internationalisation des marchés et des contraintes économiques, les phénomènes d'interdépendance technologique, monétaire et financière remettent en question aussi bien les acquis sociaux historiques du mouvement ouvrier que le rôle de l'État-nation. Au sein de l'Union européenne plus particulièrement, l'État national en tant qu'acteur économique ainsi que créateur de droit faiblit³. Les pouvoirs

1. H. Daalder, *A Crisis of Party ?*, *Scandinavian Pol. Studies*, n° 4, 1992, p. 282.

2. Pour une appréciation comparative de la performance électorale des partis socialistes de l'Europe de l'Ouest pendant la période 1960-1990, voir W. Merkel, *After the Golden Age: Is Social Democracy Doomed to Decline ?*, in J. M. Maravall et al., *Socialist Parties in Europe*, Barcelone, ICPS, 1991. Pour une interprétation des mêmes données selon une logique de classification (par groupes de partis) différente de celle de W. Merkel, voir G. Moschonas, *La social-démocratie...*, *op. cit.*

3. D. Schnapper, *L'Europe, marché ou volonté politique ? Point de vue d'un sociologue*, *Commentaire*, n° 60, hiver 1992-1993.

technocratique d'une part, économique, national et international d'autre part, « grignotent tous les jours un peu plus, les pouvoirs souverains des représentants du peuple »¹. Avec l'avènement de la Communauté européenne, le système classique de la représentation démocratique est démantelé². Ainsi, un ensemble de « contraintes systémiques », externes et internes, prive d'une partie de leur force et impact toutes les formations politiques, et encore davantage les formations social-démocrates qui ont « traditionnellement fait du pouvoir public national le levier principal de [leur] action politique et économique »³. En outre, l'absence d'un véritable pouvoir central au niveau européen ainsi que l'économie globale du système communautaire, marquée par la faiblesse du Parlement de Strasbourg au sein du « triangle » institutionnel européen, est de nature à expliquer la lenteur de la construction des partis politiques transnationaux « intégrés »⁴. La difficulté des partis nationaux de « transposer au niveau de la Communauté les instruments de la politique économique et de régulation sociale qu'[ils ont] mis au point au niveau des États depuis un demi-siècle »⁵, leur incapacité, en d'autres termes, de tenir compte de ce « changement d'échelle » et d'adapter leurs projets et leur action à la situation d'une Europe qui s'impose graduellement comme un « nouvel échelon d'autorité et d'activité » constituent un facteur supplémentaire d'affaiblissement de leur puissance. Les partis ne parviennent pas à contrebalancer, par l'occupation de l'espace européen (qui ne constitue pourtant pas, ou pas encore, le cadre pertinent d'exercice de la démocratie et de l'autorité), le terrain perdu dans leur espace national : le recul dans cette dernière sphère reste sans compensation équivalente au plan supranational. Les partis socialistes, notamment, éprouvent le plus grand mal à traduire leur discours européen dans le

1. P. Soldatos, *Le système institutionnel et politique des communautés européennes dans un monde en mutation*, Bruxelles, Bruylant, 1989, p. 20.

2. P. Delwit, J.-M. de Waele, J. de Munck, Europe : la représentation démantelée, *L'Événement européen*, n° 17, mars 1992.

3. M. Telò, La social-démocratie entre nation et Europe, in M. Telò (sous la dir. de), *De la nation à l'Europe*, Bruxelles, Bruylant, 1993, p. 48.

4. Le Parti socialiste européen (PSE) et le Parti populaire européen (PPE) sont des structures embryonnaires, plus symboliques qu'actives, en dépit de leur renforcement récent, et illustrent parfaitement la difficulté de surmonter la barrière de l'ancrage national du fait partisan. Sur le PSE voir R. Ladrech, La coopération transnationale des partis socialistes européens, in M. Telò, *op. cit.* Sur l'UPSCE, prédécesseur du PSE (qui n'a été créé qu'en 1992), voir G. Devin, L'union des partis socialistes de la communauté européenne. Le socialisme communautaire en quête d'identité, in *Socialismo Storia, I socialisti e l'Europa*, Milan, Franco Angeli, 1989.

5. M. Duverger, Vers des partis européens, *Le Monde*, 25 janvier 1992.

langage des subcultures politiques et sociales nationales qui leur sont liées¹. Ce qui crée des tensions entre le cercle dirigeant et leur base électorale. La perte est double (amoindrissement du rôle des partis consécutif à l'affaiblissement du rôle de l'État-nation, et de la cohésion partisane socialiste suite à la politisation renforcée du processus d'unification européenne) et ne fait qu'accroître le déficit de pouvoir et de crédibilité des partis en général, des partis socialistes en particulier. Il est à peine besoin de signaler les retombées de ce déficit de pouvoir (de l'État, des partis) sur le pouvoir des leaders, car c'est le cœur de leur force qui est atteint ou contourné : l'institution-parti qu'ils dirigent, l'instrument (État) au moyen duquel leur pouvoir se traduit en actes.

L'éclat d'un pouvoir affaibli

La « fusion synergique » du déficit de pouvoir, lié à la crise de l'État-nation, et du déficit d'efficacité électorale, lié à la diminution de la marge de manœuvre économique et sociale des politiques social-démocrates, fragilise le leadership socialiste : la crise de gouvernabilité des systèmes politiques européens combinée à l'affaiblissement propre à la social-démocratie fait surgir l'insécurité renforcée de ce dernier. L'originalité du statut actuel des leaders socialistes tient au fait que leur capacité politique « interne », à savoir leur aptitude à réaliser des démarches efficaces et à peser sur les décisions intra-partisanes, s'accroît, tandis que leur capacité politique « externe » (aptitude à peser sur l'évolution sociale et l'orienter conformément à leurs desseins) s'amoindrit². Ces deux mouvements ne sont pourtant pas contradictoires car le leader se renforce au sein d'une institution qui s'affaiblit. Il accroît, ou semble accroître, son emprise sur une organisation qui perd, en partie, son emprise sur son environnement. La personnalisation du pouvoir à laquelle il se plie (et qui n'est pas qu'impressionniste ou pur artefact) a pour effet de

1. M. Telò, *op. cit.*, p. 31. Les couches les plus défavorisées, clientèle électorale par excellence des partis de gauche, sont les plus hostiles à l'intégration européenne, du moins à l'intégration d'inspiration néo-libérale qui est en train de se réaliser : voir, dans ce volume, la contribution de Pascal Delwit, « La gauche et l'Europe ».

2. Sur le concept de « capacité politique », cf. J. Meynaud, D. Sidjanski, Les groupes européens. Esquisse d'un schéma, in J. Meynaud, D. Sidjanski, *Science politique et intégration européenne*, Bulletin du Centre européen de la Culture, année n° 6, janvier-mars 1965.

dissimuler l'affaiblissement de la structure partisane et de la structure de l'État-nation dont il dépend et dont il attend qu'elles soutiennent son action et qu'elles lui procurent les mécanismes de l'efficacité. La faiblesse rejoint donc la force, la réalité du « pouvoir éclaté » s'associe à celle de l'« éclat du pouvoir ». L'une est dans l'autre, de l'une on passe à l'autre et *vice versa*. Au croisement de cette force et de cette faiblesse, à leur point de jonction, « campe » l'ambivalence profonde, et la face de Janus, de la position du leadership actuel. Il semble même qu'il y ait une période, située dans les années soixante-dix et quatre-vingt, où les lignes de développement de cette force et de cette faiblesse, qui jusque-là paraissaient séparées sans vraiment l'être, se produisent en même temps ou, plutôt, se ratrapent mutuellement pour dessiner le portrait si caractéristique du « nouveau » leadership. Ainsi, la « personnalisation » en vogue est d'autant plus forte, constante, démesurée et ironique qu'elle s'accompagne – et se complète – d'un manque de pouvoir grandissant. Le leader socialiste actuel est plus présent et plus exposé, plus fort et plus désarmé que le « leader du temps jadis ». Investi d'une mission qui dépasse ses moyens, il bénéficie souvent d'une « procuration collective prodigieuse » (C. Gallaz) qu'il n'est pas en mesure d'assumer pleinement¹.

En devenant plus que par le passé une figure centrale de la vie politique, meneur de jeu en même temps qu'enjeu de la compétition électorale, il court le danger de devenir, par cela même, un bouc émissaire idéal. Et le leader socialiste le devient en réalité très souvent, car, comme dans tout jeu collectif, il est plus commode, parce que moins coûteux, de changer d'entraîneur que d'équipe ; même si c'est l'équipe qui perd.

FACTEURS INTRA-ORGANISATIONNELS

Tous ces facteurs n'épuisent pas l'explication, bien que leur portée ne soit pas négligeable. Si la terre qui environne le parti bouge, c'est en même temps la terre de l'organisation, le parti *intra-muros* qui se meut et contribue lui aussi à la déstabilisation des leaders socialistes. Car toute organisation est une structure stabilisatrice ou déstabilisa-

1. Le cas de F. Mitterrand est de ce point de vue exemplaire. Voir A. Cole, *Studying Political Leadership: The Case of François Mitterrand*, *Political Studies*, XLII, 1994.

trice de son propre leadership. La compréhension donc de la position de ce dernier est inséparable de la compréhension des méandres d'une organisation en pleine évolution, voire transformation.

La fin du parti-communauté

Les formes historiques de l'organisation politique ouvrière furent l'expression d'une époque où les rapports de classes et de domination politique étaient cruels. Le parti socialiste de l'avant-guerre et de l'entre-deux-guerres fut souvent le *locus* stratégique et le centre d'impulsion politique de la « structuration à trois étages » (parti + syndicat + couronne d'associations) du mouvement ouvrier organisé¹. La social-démocratie allemande présentait la version pilote de ce mode de structuration. Le SPD du début du siècle, cas paradigmatique parce que extrême, s'érige en véritable communauté, milieu de vie, sub- et contre-société à la fois.

L'importance attribuée à la fonction de socialisation et de mobilisation du monde ouvrier, et donc à l'idéologie, a permis aux partis sociaux-démocrates de créer, dans un environnement propice, des liens d'identification, des fidélités et des ferveurs, bref des identités collectives. Au sein de ces partis de militants, l'« identité du nous » primait largement sur l'« identité du je ».

L'organisation social-démocrate de masse de cette époque combine en priorité – pour solliciter la participation et renforcer le militantisme – deux types de stimulants. En premier lieu, le type qu'il est convenu d'appeler « réalisation des objectifs », où la « récompense » de l'acte de participation – pour employer ce langage douteux et largement réducteur d'inspiration économiste – est liée à la réalisation des finalités de l'organisation. La poursuite des « buts objectifs » de l'organisation qui « représente en fin de compte le ressort essentiel de l'adhésion »² vise à la mise en œuvre des options idéologiques et programmatiques du parti. En second lieu, le type de stimulants que Peter Lange appelle « stimulants d'identité » et dont il distingue deux composantes : la composante idéologique (identification à l'idéologie et aux symboles du parti) et la composante associative (identification au groupe, création de liens interpersonnels qui

1. C. Buci-Glucksmann, G. Therborn, *Le défi social-démocrate*, Paris, Maspero, 1981, p. 17.

2. H. Rey, F. Subileau, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1991, p. 27.

dérivent des affinités socioculturelles liées à l'appartenance à l'organisation – collectivité¹). Il s'agit de satisfactions idéologiques et de gratifications socio-affectives qui tiennent au « privilège de s'identifier et d'être identifié » à un système idéologique (composante « idéologique ») et à un groupe politico-social solidaire (composante « associative »). Sous ce dernier angle, l'organisation socialiste de masse est une « communauté d'existence », une communauté affective qui lie « en amont du lien politique, le militant au parti »² et lui procure l'assurance identitaire (idéologique, associative). Les partis socialistes de l'avant et de l'entre-deux-guerres sont des formations à identité politique, idéologique et sociale forte.

L'abandon graduel par les partis socialistes et sociaux-démocrates de toute ambition d'« encadrement intellectuel et moral des masses » (Otto Kirchheimer) et leur inaptitude à remplir une fonction qui fut traditionnellement la leur, à savoir « la création et la préservation des identités collectives à travers l'idéologie » (Angelo Panebianco), ont fragilisé l'organisation socialiste en tant que cadre d'affirmation identitaire. L'esprit social-démocrate moderne, marqué par l'« électoralisme », c'est le contraire de l'esprit « ancien » d'un « parti minoritaire par principe » qui ne voulait pas se souiller, selon l'expression de Max Weber, au contact de l'ordre établi. La social-démocratie se pose aujourd'hui comme groupe politique inclusif (Mançur Olson) prétendant représenter les demandes de la communauté tout entière. La diversification, recherchée en même temps qu'imposée, de la base militante et électorale social-démocrate, produit de la transformation de la stratification sociale, a porté un coup dur à la cohésion sociale et culturelle de l'organisation et, plus particulièrement, à sa « cheville ouvrière ». Le parti-communauté, qui ne fut tel que par l'appartenance sociale en grande partie commune de ses adhérents, par une idéologie certes sommaire mais forte et fortement partagée, par la relative similitude – conditionnée précisément par cette appartenance et idéologie – des itinéraires militants, n'existe plus. Aujourd'hui il ne reste que l'ombre du parti-communauté, ses contours, en dépit de la résistance et de la résurgence, ici ou là, de noyaux « à forte cohésion et grande connotation affective », de certaines « niches » comme dirait

1. La distinction entre les stimulants de finalité et les stimulants d'identité, que nous appliquons dans le cas des partis socialistes de masse, vient de P. Lange, *La théorie des stimulants et l'analyse des partis politiques*, in J.-L. Seurin, *La démocratie pluraliste*, Paris, Économica, 1981.

2. Expression de M.-C. Lavabre, *Action militante et communication*, in *L'action politique aujourd'hui*, *op. cit.*, p. 185.

Jacques Ion¹. L'« identité du nous » social-démocrate est actuellement davantage politique, et bien moins idéologique, sociologique ou culturelle : c'est une identité fragile.

L'individualisme ambiant qui promet « un espace de liberté sans pareil » s'étend tout naturellement jusqu'aux organisations de gauche et constitue une menace, pour d'autres un objectif et une chance, qui affecte les tréfonds de ces entités collectives. L'affaiblissement du « ciment » idéologique et sociologique commun ainsi que l'« autonomisation croissante de la vie privée d'avec la vie militante »², de la sphère « publique » du parti d'avec la sphère privée de l'individu mettent en cause la fonction identitaire – idéologique et associative – de l'organisation. Le parti en tant que lieu d'intégration par l'idéologie et lieu d'intégration au sens élémentaire du terme (« volonté de rompre avec la solitude, élargir un réseau trop restreint de relations individuelles »³) se trouve dévalorisé. Il est aussi affaibli par l'essor de l'information politique à travers des « canaux » non partisans (par exemple, avec la télévision) ainsi que la multiplication des « structures » non partisans de participation politique⁴. Le recul des rétributions identitaires, perceptible depuis les années cinquante et accéléré depuis la seconde moitié des années soixante, influence le caractère de la participation au sein des organisations de masse et, par voie de conséquence, la manière dont les organisations se font organisations. Le nouveau système de stimulants que le parti offre à ses adhérents, nouveau parce que l'équilibre entre ses différentes composantes est modifié, se focalise sur les stimulants « réalisation des objectifs » et les stimulants « matériels » (récompenses et bénéfices tangibles y compris emplois et faveurs⁵). Dans un tel parti, c'est l'échange qui prime, l'échange au sens noble, lié à des mobiles idéologiques et programmatiques (accéder au pouvoir pour transcrire en actes la politique du parti) et, au sens moins noble, lié à des mobiles « intéressés » (patronage, fonctions électives, etc.). Or, la modification des attentes dans une optique plus utilitaire n'est pas sans conséquence sur la sécurité du leadership. Son succès et sa stabilité dépendent davantage que par le passé d'un ensemble de facteurs *exogènes* dont la maîtrise s'avère

1. J. Ion, L'évolution des formes de l'engagement public, in P. Perrineau (sous la dir. de), *L'engagement politique, déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 31.

2. *Ibid.*, p. 33.

3. H. Rey, F. Subileau, *op. cit.*, p. 55.

4. Voir S. E. Scarrow, *art. cit.*, p. 50-51.

5. P. Lange, *op. cit.*, p. 249.

par définition moins aisée (contraintes économiques, possibilité d'alliances avec d'autres partis, conjoncture de la compétition partisane, etc.). Il s'ensuit sa fragilisation, notamment dans une période marquée par la diminution de l'efficacité des politiques sociales et économiques de gauche et par la crise financière de l'État qui raréfie les postes et les faveurs à pourvoir. A l'heure actuelle, la performance, dans ses différentes dimensions et facettes, s'impose comme un critère de sélection et de jugement du leadership plus important que le fait de servir, défendre et incarner une « cause » commune : mais elle n'est pas toujours au rendez-vous. De ce fait, les partis ne peuvent répondre aussi efficacement que par le passé aux exigences d'une rationalité utilitaire qui stimule et entraîne, à travers la réalisation des buts collectifs et la distribution de récompenses individuelles, la participation dans l'organisation, ni aux exigences d'une rationalité « affective » des relations humaines, qui, « utilitaire », selon certains, elle aussi, renforce l'engagement militant.

Le niveau élevé de participation « identitaire » ou « solidaire » dans les organisations du passé permettait au leadership de posséder une plus grande souplesse quant à la direction des affaires internes du parti : les militants à engagement « identitaire » (notamment de type « associatif ») non seulement n'attendaient pas un « échange » pour leur activité, mais, en même temps et surtout, protégeaient en quelque sorte le leadership des demandes d'autres militants intéressés politiquement ou « intéressés » tout court¹. Cet écran de protection s'est aujourd'hui largement désagrégé. La diminution arithmétique et le départ des militants motivés par les stimulants de solidarité, dont la grande loyauté fut pour une bonne part fondée sur l'habitude, laissent le leadership face à des militants mobilisés par des « stimulants d'échange ». Une fois affaibli l'« esprit de corps » de l'organisation, la confiance « généreuse », sinon illimitée dans le leadership diminue et les tensions internes montent². Le leader actuel par conséquent est moins en mesure d'asseoir son pouvoir, son statut de leader, sur l'éthique de « liens intégratifs » forts, sur l'esprit de discipline d'une

1. A. Ware, *Activist-Leader Relations and the Structure of Political Parties: « Exchange » Models and Vote-Seeking Behaviour in Parties*, *British Journal of Political Science*, janvier 1992, p. 84.

2. A. Ware, *ibid.*, p. 89-92. La distinction entre les différents types de stimulants est par définition schématique et ne prend que rarement un sens absolu. Les motifs d'engagement partisan sont d'habitude multiples et se combinent selon une alchimie qui est spécifique pour chaque individu. Mais le fait que cette distinction ne soit pas absolue n'amoindrit pas sa valeur heuristique.

organisation solidaire et culturellement et sociologiquement relativement homogène¹. Il n'est plus la « tête » et le représentant d'une communauté soudée ni le symbole vivant de ses valeurs.

*Montée en force des classes moyennes
et perte de l'influence ouvrière*

Ce changement est également lié à la nouvelle sociologie des organisations socialistes et social-démocrates. La structure sociale de l'organisation, qui consacre actuellement l'hégémonie des classes moyennes, diffère profondément de celle des organisations ouvrières de l'avant-guerre et même des organisations populaires des années cinquante. L'empreinte de ces classes sur le fait militant dépasse de loin leur importance au sein de l'électorat socialiste où la présence ouvrière et populaire demeure importante. Mais compte tenu de l'ascendant culturel de ces couches, recrutées le plus souvent dans la fonction publique et dans la « bourgeoisie lettrée », ainsi que de leur grand potentiel de mobilisation individuelle et collective, la perte d'influence de la culture ouvrière est beaucoup plus importante que ne le laisse entendre l'arithmétique sociologique *stricto sensu*. Un cens culturel est en œuvre² au sein de l'organisation socialiste, ainsi qu'au sein de la société, qui affaiblit l'engagement politique et le rôle des ouvriers et des couches défavorisées. L'entrée en force des couches éduquées crée un nouveau type d'adhérent plus individualiste, moins docile et à style souvent « polémiste » qui, mobilisé cognitivement, demande le respect de ses opinions et veut peser davantage sur les affaires « publiques » du parti³. Les tâches de direction, auparavant exercées de façon prioritaire par des ouvriers devenus « permanents »,

1. Rien n'illustre mieux la fin du parti-communauté que le changement profond de la « nature » et des fonctions des sections locales socialistes et social-démocrates qui ressemblent de plus en plus aux sections locales des partis conservateurs et libéraux. Une description très éloquente de ce changement dans les pays scandinaves est fournie par Jan Sundberg, *Participation in Local Government : A Source of Social Democratic Deradicalization in Scandinavia ?*, in L. Karvonen et J. Sundberg, *Social Democracy in Transition, Northern, Southern and Eastern Europe*, Dartmouth, Aldershot, 1991, tableaux 10 et 11, p. 135-138.

2. P. Perrineau, Introduction, in P. Perrineau, *op. cit.*, p. 16.

3. Les sections ouvrières (dans les usines, dans les banlieues populaires) du SPÖ et du SAP sont plus « conformistes » et plus respectueuses des rituels traditionnels de la vie partisane que les sections à prédominance des classes moyennes (H. Kitschelt, *art. cit.*, p. 19).

sont de plus en plus prises en charge par ces nouvelles catégories, détentrices privilégiées du « pouvoir de la parole ». La bureaucratie moderne du parti est davantage que par le passé l'émanation de ce groupe social. Les permanents issus des classes moyennes présentent cette importante spécificité de posséder un niveau d'éducation plus élevé et un réseau de relations personnel ou familial, dus précisément à leur origine sociale, qui leur permet une plus grande autonomie et un moindre conformisme à l'égard de la direction du parti. Ce changement sociologique affecte l'identité et le mode de fonctionnement de l'organisation. La cohésion étant moins forte, la désobéissance, voire la dissidence, devient fréquente et le conflit interne moins négativement valorisé. Le leader, s'inscrivant dans un cadre organisationnel de référence pluriel et souvent déstabilisé, au sein duquel la « symbolique du parti » s'estompe, se déstabilise lui aussi. Ceci représente à coup sûr un changement d'importance majeure. Avec le déclin du parti-communauté et du modèle d'autorité qui en découle, avec la nouvelle sociologie de l'organisation, c'est un pilier important de la stabilité du leadership qui disparaît. A force de devenir différente, l'organisation se crée un membership différent, et en partie indifférent¹, et un leadership moins solide.

« Nouvelle politique » et leadership contesté

Il s'avère par ailleurs que les couches moyennes salariées, et notamment leurs franges jeunes et instruites, sont concernées au premier chef par la « mutation des priorités de valeurs » des publics européens. Les nouvelles préoccupations et demandes, qualifiées selon la perspective théorique adoptée de « postmatérialistes », « postindustrielles », « libertaires » ou encore « anti-industrielles »² sont suffisamment puissantes pour s'ériger en enjeux politiques importants dans les partis et entre partis.

Les adeptes de la « nouvelle politique » sont orientés vers une conception normative de la participation, très différente de celle décrite par R. Michels qui prévaut traditionnellement au sein des grandes organisations de masse. La « mobilisation cognitive » et le « postmatérialisme » accroissent de façon significative la propension

1. Voir K. Heidar, *The Polymorphic Nature of Party Membership*, *European Journal of Political Research*, n° 25, 1994, et H. Kitschelt, *art. cit.*, p. 10.

2. J. G. Andersen, « Environmentalism », « New Politics » and Industrialism : Some Theoretical Perspectives, *Scandinavia Pol. Studies*, n° 2, 1990.

anti-autoritaire et anti-oligarchique et renforcent les tendances favorables à l'adoption des schémas organisationnels moins centralisés et plus souples, tenant davantage compte des aspirations de la base militante. « Un haut niveau de mobilisation cognitive », a écrit R. Inglehart, « quadruple presque la propension d'un individu à vouloir diriger les élites. »¹ Or, les partis socialistes, en raison de leur culture politique « égalitariste » mais indépendamment de leur structure organisationnelle, attirent bien davantage que leurs concurrents conservateurs et libéraux les adeptes de la nouvelle politique. Les conséquences de ce phénomène sont importantes sur le fonctionnement et la physionomie de l'organisation. Les élites intermédiaires des organisations socialistes à orientation « nouvelle politique », venant dans leur majorité des classes moyennes éduquées et notamment du secteur public, sont plus tournées – en cas de conflit – vers la « base » et le « local » que vers le centre (*constituency oriented*). Par contre, les tenants de valeurs traditionnelles sont plus sensibles à la ligne tracée par le centre (*leadership oriented*).

Cette tendance générale concerne, selon les données de Robert Rohrschneider, toutes les formations socialistes, à l'exception du Parti travailliste britannique, et en premier lieu le SPD, le PvdA et le PSOE.

L'investissement, depuis la fin des années soixante, de l'organisation social-démocrate allemande par les classes moyennes et la nouvelle gauche et sa conversion graduelle aux thèmes de l'écologie, accélérée par l'émergence et la consolidation du pôle vert dans le système de partis allemands, ont favorisé la « balkanisation » d'un des partis historiquement les plus centralisés et ouvriers d'Europe². Au fil de ces dernières années, le SPD non seulement tend à s'identifier, sociologiquement et psychologiquement, à la nouvelle gauche, mais l'autonomie de son leadership s'est considérablement réduite³. Sous l'influence des Verts, une mécanique participative se met en marche qui favorise l'installation au sein de la social-démocratie allemande d'un modèle de démocratie interne plus « anti-autoritaire »⁴.

La montée en force de la « nouvelle gauche » dans le PvdA hollandais, dans la seconde moitié des années soixante, et le mouvement de démocratisation et de radicalisation qu'elle a suscité ont largement

1. R. Inglehart, *op. cit.*, p. 441.

2. S. Padgett, W. Paterson, in P. Anderson, P. Camiller, *op. cit.*, p. 124.

3. S. Padgett, The German Social Democrats. A Redefinition of Social Democracy or Bad Godesberg Mark II ?, in R. Gillespie, W. Paterson, *op. cit.*, p. 36.

4. Voir T. Poguntke, Parties in a Legalistic Culture: The Case of Germany, in R. Katz, P. Mair, *op. cit.*, p. 211.

contribué à la décentralisation du système de prise de décisions dans le parti, réduisant la liberté d'action et l'autonomie du leadership national. Au sein d'un « équilibre instable entre différents centres de pouvoir », l'élite intermédiaire a joué un rôle critique dans le processus de prise de décisions¹. En outre, l'influence de la nouvelle gauche, entraînant dans son sillage le recrutement d'un membership provenant des classes moyennes et l'exode et la marginalisation de l'élément ouvrier, a changé la culture interne du parti. Le PvdA a perdu son caractère « communautaire ». La suspicion et le conflit sont devenus, depuis 1966, la règle, signalant ainsi l'apparition d'un déficit important de cohésion interne².

Une certaine méfiance à l'égard du chef fait partie, depuis la « trahison » de Ramsay MacDonald (1931), du code génétique et de la mémoire du travaillisme britannique³. De plus, la structure originale du parti, qui faisait du leader et du groupe parlementaire un pouvoir autonome souvent enclin à n'attacher que peu d'importance aux résolutions du congrès et du Comité exécutif national (dominé par les directions syndicales et les sections locales), a contribué à ce que l'aile gauche s'identifie historiquement à la « base ». Dans la période 1979-1983, la bataille de la gauche et de la droite au sein du travaillisme d'outre-Manche fut d'une férocité sans précédent⁴. L'offensive lancée par la gauche contre la direction modérée du parti avait comme condition de réussite, en premier lieu, la suprématie au sein des sections locales et, en second lieu, l'alliance avec les syndicats. L'échec du travaillisme modéré sur le terrain économique, son incapacité persistante (gouvernements de 1964-1970 et de 1974-1979) à tenir ses promesses économiques et sociales, a ouvert un espace de gauche « mode classique » au sein de l'organisation. L'aile radicale, devant cet échec de la « droite » et en l'absence d'un pôle « nouvelle politique » dans le champ politique britannique, se constitua *ipso facto* en rival et *challenger* de la direction modérée du parti. Ceci explique l'exception britannique où, contrairement à ce qui se passe dans les partis du Continent, les élites intermédiaires à orientation *old politics* sont davantage tournées vers le local que vers le centre. La cen-

1. P. Van Praag Jr, Conflict and Cohesion in the Dutch Labour Party, in D. Bell et E. Shaw, *op. cit.*, p. 137. Cependant, depuis 1992, l'exécutif du parti est substantiellement renforcé.

2. *Ibid.*, p. 137. Voir aussi la contribution de Gerrit Voerman dans cet ouvrage.

3. Sur cette trahison, voir M. Charlot, *Le Parti travailliste britannique*, Paris, Montchrestien, 1992, p. 35-36.

4. E. Shaw, Conflict and cohesion in the British Labour Party, in D. Bell, E. Shaw, *op. cit.*

tralité des enjeux et de la thématique socio-économiques ainsi que la tradition ouvrière et populaire du travaillisme britannique ont déterminé le profil politique et idéologique et l'orientation vers la « base » et le « local » de la gauche du *Labour*¹.

Une partie donc de ces élites intermédiaires fonctionne en quelque sorte comme l'« élite du grand nombre », réduisant la portée de la loi d'airain de l'oligarchie. Ce tournant partiel des strates intermédiaires des partis socialistes et sociaux-démocrates vers le « bas » se pose davantage en contrepoids de la nouvelle centralisation intra-organisationnelle qu'en vecteur d'un nouvel équilibre défavorable au cercle dirigeant. La distribution des rôles de pouvoir est néanmoins affectée, le contenu des hiérarchies anciennes brouillé et le leadership moins à l'aise. Ce n'est certes pas la loi *soft* de la démocratie, comme le soutient R. Rohrschneider, mais ce n'est pas non plus la loi d'airain de l'oligarchie de type classique, chère à R. Michels. Au fond, les modalités de l'exercice du pouvoir par le petit nombre ainsi que les modalités de participation, de soumission et de révolte par le grand nombre ont changé. Toutefois, le jeu entre « oligarchie » et « démocratie », le mélange et l'échange entre coercition et participation restent intacts. Loin de contredire la conclusion de R. Michels, l'évolution actuelle des organisations socialistes s'est chargée de l'approfondir, de la nuancer et de la remettre, sous certains angles, partiellement mais significativement en cause. Voir une opposition tranchée entre le leadership et la masse des militants, c'est éluder des processus profonds qui conduisent le plus grand nombre du « grand nombre » à adhérer à des systèmes hiérarchiques dominés par les élites. C'est éluder aussi le fait que cette adhésion est souvent « instrumentale » et de caractère limité. Mais dans la mesure où cette opposition existe ou émerge, là où elle existe ou émerge, la différence quant à l'influence exercée, quant à la force des uns et des autres, est grande. La même qu'entre David et Goliath. Certes, l'« Histoire » nous enseigne que David a gagné. Les militants de base et les minorités au sein des organisations socialistes actuelles l'emportent peut-être plus souvent qu'auparavant. « David a bien vaincu Goliath », a écrit R. Miliband. « Il importe cependant de noter que David était plus petit que Goliath et qu'au départ les chances étaient contre lui. »² Ce qui veut dire : le leadership joue un rôle central mais les militants gagnent occasionnellement.

1. Le désastre électoral de 1983 et l'arrivée à la tête du parti de N. Kinnock ont marqué le début d'un recentrage idéologique et programmatique, aux dépens de la gauche, qu'incarne aujourd'hui parfaitement le nouveau leader T. Blair.

2. R. Miliband, *L'État dans la société capitaliste*, Paris, Maspero, 1973, p. 185.

Affaiblissement de la rationalité intégrative

Une structure organisationnelle se construit et se fait « structure » par le concours de deux « rationalités » complémentaires et inséparables : l'implantation locale et sectorielle, qui produit des unités segmentées, et l'intégration, selon des modalités d'articulation spécifiques à chaque organisation, qui attribue à ces unités l'unité, qui les insère dans un ensemble fonctionnel, ce qui ne signifie pas dépourvu de contradictions. Le propre de la structure est précisément d'envelopper et d'activer au sein d'un même mode de fonctionnement des unités différentes, voire divergentes. L'analyse du leadership socialiste a montré, bien que de manière médiate, que le poids déterminant, sinon la prédominance absolue, de la rationalité intégrative au sein des organisations socialistes de masse (à travers une armature pyramidale, la bureaucratie pléthorique, l'idéologie, l'esprit communautaire-associatif, le contrôle par le centre des instances intermédiaires) est considérablement affaibli. Ces organisations deviennent des structures politiques où le conflit, le désordre et l'instabilité s'installent de façon plus nette et visible que par le passé. Elles deviennent des « scènes » d'instabilité accrue, ou, ce qui est pire, de stabilité par l'indifférence, par la diminution de leur pertinence en tant que scènes¹. La tendance à l'affaiblissement, et dans certains cas à la dislocation, de l'ordre organisationnel traditionnel favorise la mise en place d'organisations politiques moins solides, moins compactes, moins lourdes, mais aussi plus souples, plus flexibles et plus « ouvertes ». D'ailleurs, deux manifestations de cette « ouverture » concernent directement le leadership. D'une part, la sélection du leader est devenue plus « compétitive » : le « poison de la concurrence » fait timidement son apparition au sein des organisations socialistes, ce qui n'est pas spécialement valorisant ni pour l'image du parti, ni pour celle de son leader. D'autre part, le processus de sélection est devenu plus démocratique. La sélection du leader est moins qu'auparavant l'affaire d'un cercle intime et d'un corps de sélectionneurs peu influent et, souvent, peu étendu, où presque tout a été réglé d'avance dans l'univers secret du « petit nombre », à savoir par les dirigeants les plus prestigieux de l'organisation². Cette évolution tendancielle fait de la plupart des

1. K. Heidar, *Towards Party Irrelevance? The Decline of Both Conflict and Cohesion in the Norwegian Labour Party*, in D. Bell, E. Shaw, *op. cit.*, et P. Van Praag Jr, *op. cit.*

2. Voir *European Journal of Pol. Research*, *Selecting Party Leaders*, numéro spécial, n° 3, octobre 1993, et P. Mair in R. Katz, P. Mair, *op. cit.*

organisations social-démocrates actuelles des structures mixtes, à mi-chemin entre le modèle classique du parti de masse (décrit par Weber, Michels, Neumann, et surtout Duverger) et le modèle électoral-professionnel (décrit par Panebianco)¹.

Les reclassements internes à l'organisation contribuent, par certains de leurs aspects (affaiblissement du tissu militant, rôle réduit de la bureaucratie, recours systématique aux experts), au renforcement du statut du leader, et, par certains autres (fin du parti-communauté, nouvelle sociologie des adhérents, enjeux internes liés à la nouvelle politique), à sa fragilisation. Dès lors que le paysage de facteurs qui vont dans un sens ou dans l'autre est partiellement éclairci, une analogie vient à l'esprit qui servira d'ailleurs de conclusion : les organisations socialistes et social-démocrates modernes ressemblent beaucoup, par rapport à leur leadership, à l'homme-loup de Hermann Hesse, dont « une partie de son être reconnaissait et confirmait toujours ce que niait et combattait l'autre »².

Nous avons essayé de montrer comment apparaît la position bien singulière du leadership socialiste actuel, faite conjointement de force et de vulnérabilité, et ce qui la détermine. L'« éclat de ce pouvoir fragilisé » résulte de reclassements qui concernent le paysage communicationnel, les rapports entre le national et le supranational, l'efficacité des politiques économiques, l'univers organisationnel. Le statut des leaders socialistes et leur sphère de pouvoir et d'action sont régis – souvent antagonistiquement – par des situations et structures à la fois intra- et extra-organisationnelles dont la combinaison est toujours spécifique et le tri requiert des analyses plus fouillées. Ce statut se situe au point de convergence de plusieurs injonctions contradictoires et complémentaires qui se compensent et, surtout, se compo-

1. La conception des partis actuels comme « groupes de leaders », comme « partenariats de professionnels » absorbés par l'État et non plus comme « associations de citoyens » (concept de *cartel party*) accentuée de manière unilatérale – et exagérée – certains traits du fait partisan moderne et ne rend que partiellement compte de la réalité composite des partis socialistes et sociaux-démocrates d'aujourd'hui : voir R. Katz, P. Mair, *Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party*, *Party Politics*, n° 1, janvier 1995.

2. Sous cet angle, notre analyse diffère de celle de R. Katz et P. Mair qui soutiennent que les partis actuels, les « *cartel parties* », sont marqués par un modèle d'autorité interne de type « *top-down than bottom-up* ». Nous pensons que si certains facteurs influents renforcent considérablement la dimension *top-down* de l'autorité intra-organisationnelle, d'autres vont plutôt dans le sens du renforcement de la dimension *bottom-up*, R. Katz et P. Mair, *art. cit.*, p. 20.

sent. Pouvoir démêler avec exactitude un tel complexe de facteurs explicatifs exigerait des travaux comparatifs plus poussés et plus spécifiques. En outre, les traits distinctifs et la trajectoire personnelle de ces hommes et femmes qui sont les leaders, traits qui ne font jamais un faisceau stéréotypé, ne permettent pas de survaloriser l'importance des facteurs d'ordre sociologique et organisationnel. Chaque leader constitue toujours un cas particulier et individuel : il est un acteur dont l'équation personnelle, la volonté créatrice et le comportement pratique peuvent remettre en cause toute analyse et prédiction sociologique. Il n'y a par conséquent pas de « schéma de règles » qui donnerait la clé de toute variation de la position et du rôle des leaders socialistes. D'ailleurs, ce « rôle » est fortement tributaire des perspectives idéologiques et politiques des organisations socialistes et social-démocrates. Le destin des leaders de gauche dépend largement du destin collectif de la gauche en Europe. La capacité politique et l'« horizon d'attente » de celle-ci accompagne, encadre et détermine la force et la stabilité de son propre leadership.

Les partis socialistes et sociaux-démocrates européens ont montré, tout au long de leur histoire, une grande capacité d'adaptation. Ils s'adaptent par ailleurs, sous nos yeux, tous les jours. Leur déficit de modernisation ne réside point dans l'« absence » de modernité – après tout « socialisme moderne » peut signifier n'importe quel socialisme qui corresponde à l'esprit du temps¹ – mais dans leur incapacité de se réserver un rôle social distinct au sein des sociétés capitalistes de la modernité avancée. La difficulté des socialistes à penser un projet collectif, économique et social crédible et opérationnel aussi bien au plan national que transnational pèse lourdement sur leur présent et leur avenir. A cet égard, leur retard est important.

Le « pâlisement », voire la perte, de l'originalité sociologique (qui dans certains cas se réduit comme peau de chagrin) des organisations socialistes et social-démocrates rend cette difficulté plus grande. Ces dernières deviennent de moins en moins représentatives des couches socialement et culturellement défavorisées, source naturelle de leur puissance historique, ainsi que de la population « tirée des bas-fonds de la société, des sans-travail, des épaves sociales », comme dirait M. Ostrogorski. Leur réalité sociologique massive provient dorénavant de la « majorité des contents », ce qui pourrait neutraliser toute tentative de rénovation par le « retour au social ». Une absence socio-

1. P. Brauns, *Modernisation, l'« occupation » d'un mot clé par le Parti socialiste*, *Mots*, n° 22, mars 1990, p. 37.

logique ne se remplit pas par procuration. Le hors-texte et le hors-discours risquent de s'avérer plus significatifs que les textes et les discours.

À l'heure actuelle, dans les systèmes de partis européens, il existe un pôle socialiste ou social-démocrate, souvent puissant ; mais il n'existe pas de « rôle » social et économique social-démocrate clairement défini et perçu comme tel. Il existe une alternance, réquisit fonctionnel de la démocratie compétitive et du conflit majorité-opposition, mais pas une alternative de gauche. Aujourd'hui, où le temps historique projectuel apparaît sans profondeur, où la réalité sociale, sous l'emprise de l'imaginaire « postmoderne », est considérée « comme irréformable dans son principe »¹, les partis de la réforme sont à court de projet crédible. Or, quand l'horizon idéologique et socio-économique semble « fermé », l'organisation et son leadership souffrent. Mais ce n'est pas parce que l'organisation souffre que l'horizon est fermé ou se ferme. Au fond, les organisations socialistes sont à la recherche d'un rôle qui pourrait leur fournir le principe d'identité et l'unité « symbolique » et réelle qui leur font défaut. En fonction de celui-ci, évoluera le rôle du leadership socialiste.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

LIVRES

- Bell D., Shaw E. (sous la dir. de), *Conflicts and Cohesion in Western European Social Democratic Parties*, Londres, New York, Pinter, 1994.
- Bowler S., Farrell D. (sous la dir. de), *Electoral Strategies and Political Marketing*, Londres, Mac Millan, 1992.
- Katz R., Mair P. (sous la dir. de), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, Londres, Sage Publ., 1994.
- Kitschelt H., *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- Michels R., *Les partis politiques*, Paris, Flammarion, rééd. 1971.
- Moschonas G., *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994.

1. M. Vakaloulis, Modernité avancée et modernisation « post »-moderne, Notes théoriques d'une recherche, *L'Homme et la société*, n° 113, 1994/3, p. 6.

Panbianco A., *Political Parties, Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

Weber M., *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959.

ARTICLES

Marsh M. (sous la dir. de), *Selecting Party Leaders*, numéro spécial, *European Journal of Political Research*, n° 3, octobre 1993.

Rohrschneider R., How Iron is the Iron Law of Oligarchy? Robert Michels and National Party Delegates in Eleven West European Democracies, *European Journal of Political Research*, 25, 1994.

